

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité Administrative
place Bonet
CS40020
61013 Alençon

Évreux,, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOPARCO

Le Musset

CONDE SUR HUISNE

61110 Sablons Sur Huisne

Références : UBDEO/ERC/25/188

Code AIOT : 0005302358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SOPARCO implanté Le Musset CONDE SUR HUISNE 61110 Sablons sur Huisne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à celle du 17 avril 2024 portant sur l'action régionale de l'inspection des installations classées de la DREAL NORMANDIE visant les installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPARCO

- Le Musset CONDE SUR HUISNE 61110 Sablons sur Huisne
- Code AIOT : 0005302358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOPARCO fabrique des contenants en plastique pour l'horticulture.

Le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2661-1 (transformation de polymères en plastique par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression) et à enregistrement pour les rubriques 2661-2, 2662-2 et 2663-2.

Administrativement, la société SOPARCO dispose :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 août 1999,
- de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juillet 2017.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
3	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite d'inspection, l'exploitant a réalisé un certain nombre de travaux et d'études pour l'entretien de ses installations électriques et leur conformité en zone ATEX.

Néanmoins des actions sont encore à réaliser.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de poursuivre les travaux engagés.

Des justificatifs sont susceptibles d'être demandés lors d'une prochaine inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</i></p> <p>...</p> <p><i>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</i></p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p><u>CONTEXTE</u></p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté dans le rapport APAVE de contrôle périodique des installations électriques (année 2023) un nombre important de limites d'intervention qui, de ce fait, ne garantissait plus le caractère complet du contrôle des installations électriques.</p> <p>Par voie de conséquence, les conclusions du Q18 n'étaient plus représentatives de l'état de l'ensemble des installations électriques du site.</p> <p>Il a donc été demandé à l'exploitant d'analyser la pertinence de chaque limite d'intervention et d'y remédier.</p> <p><u>CONSTATS</u></p> <p>Au cours des derniers mois, l'exploitant a informé la DREAL sur ses actions et a transmis le rapport APAVE de contrôle périodique de ses installations électriques de l'année 2024 ainsi que le certificat Q18 associé (référéncés 2303710-002-2 du 20/09/24).</p> <p>À noter que les prochains contrôles étaient attendus pour les 15, 16 et 17 octobre 2025 (en lien avec le transformateur T1) et les 8, 9, 10 et 11 novembre 2025 (en lien avec les transformateurs T1 et T2).</p> <p>L'exploitant précise qu'il a réalisé une réunion d'ouverture et accompagné les intervenants APAVE durant tout le contrôle.</p> <p>De plus, le contrôle des installations électriques est désormais réalisé en 2 interventions espacées de moins d'un mois (pour 2024, 1ere intervention pendant la coupure d'août et 2eme intervention début septembre, lors de la reprise d'activité).</p> <p>Ces 2 visites, plus rapprochées qu'avant, permettent à la société APAVE d'établir un unique compte rendu et de supprimer plusieurs limites d'intervention, car les travaux simples sont effectués entre les 2 interventions.</p> <p>À l'analyse du rapport APAVE de septembre 2024, il s'avère que :</p>

- alors qu'ils étaient notés comme « non fournis » en 2023, la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion, la liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments et les éléments de traçabilité des essais réglementaires sont notés « fournis » en 2024,

- alors qu'ils étaient notés comme « non fournis » en 2023, les plans des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes et les rapports de vérification initiale sont notés « incomplets ».

L'exploitant a précisé en séance être en cours de refonte d'un certain nombre de notes de calculs et qu'à l'obtention de ces éléments, les commandes pour la réalisation des vérifications initiales des installations électriques seront passées (un échancier a également été présenté).

Enfin, depuis septembre 2024, les plans des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes ont été finalisés suite à la réalisation en novembre 2024 du zonage ATEX.

Le rapport de septembre 2024 fait état de 16 observations dont 5 sont récurrentes et 11 sont nouvelles, le certificat Q18 est quant à lui « sans observation » et conclut que l'installation « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion ».

Néanmoins, 2 constatations du certificat Q18 sont indiquées comme étant « non vérifiées » à savoir l'absence de moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT) et le défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion. Il y est précisé que pour ces 2 constatations « Certaines limites d'interventions (documents non fournis) figurant dans le rapport de vérification électrique ne permettent pas de fournir un état exhaustif des installations électrique vis-à-vis du risque d'incendie et faute de notes de calculs, les intensités admissibles des canalisations électriques ainsi que les intensités de court-circuit aux différents niveaux de la distribution ne sont connues que partiellement ».

Sur ces points, l'exploitant a déclaré que les vérifications initiales sont faites par le constructeur des transformateurs à savoir SCHNEIDER ELECTRIC. Chaque poste est contrôlé 1 fois tous les 3 ans.

Il est également précisé dans le Q18 le défaut de fourniture de rapport de vérification initiale. Comme indiqué plus haut, l'exploitant est en cours de refonte des notes de calcul et des vérifications initiales. Cette remarque est donc bien prise en compte par l'exploitant.

En dernier lieu, il est mentionné dans le Q18 la levée de nombreuses non-conformités formulées lors des précédentes visites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection note une amélioration quant aux limites d'intervention.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de poursuivre les travaux engagés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Risques accidentels, DRPCE

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

CONTEXTE

Un délai de 6 mois avait été donné à l'exploitant pour mettre à jour le DRPCE sur les données actualisées du zonage ATEX et pour procéder à un audit d'adéquation des installations vis-à-vis des exigences de la réglementation ATEX.

CONSTATS

L'exploitant a transmis à l'inspection son Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPCE) qui est daté du 22/11/24.

Dans ce document :

- l'annexe 3 est la liste des déclarations de conformité des matériels implantés en zone ATEX (rapport APAVE de vérification de sécurité des installations électriques en zone ATEX référencé 134568845-001-1 du 20/11/24),

- l'annexe 4 est le plan des zones à risques d'explosion accompagné des schémas des zones ATEX (dernière mise à jour le 17/01/25).

L'exploitant dispose donc d'un DRPCE mais son élaboration a mis en avant la nécessité de réaliser des travaux.

En effet, dans le rapport APAVE de vérification de sécurité des installations électriques en zone

ATEX référencé 134568845-001-1 du 20/11/24), il est relevé un certain nombre d'écarts et des préconisations sont données afin de permettre d'atteindre les objectifs réglementaires.

L'exploitant a présenté en séance son plan d'actions pour mettre en conformité les matériels électriques utilisés en zone ATEX. Il comporte 23 actions dont 18 sont d'ores et déjà réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose désormais d'un DRPCE.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de poursuivre les travaux de mise en conformité des matériels électriques utilisés en zone ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et conformité

Prescription contrôlée :

*A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification.
Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »*

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

CONTEXTE

L'inspection avait noté la présence de poussières de matière plastique sur les installations, il était demandé à l'exploitant de veiller à réaliser des nettoyages réguliers, notamment dans les zones ATEX recensées dans son rapport APAVE afin de prévenir les risques d'explosion par présence excessive de poussière.

CONSTATS

L'exploitant a déclaré que :

- la zone des thermoformeuses a été nettoyée en juillet par une entreprise spécialisée.

- la zone des broyeurs est désormais nettoyée régulièrement par le responsable de la zone.

L'inspection s'est rendue sur site au droit des chargeurs du local de charge où un écart avait été relevé par la société APAVE dans son document de vérification de sécurité des installations électriques en zone ATEX référencé 134568845-001-1 du 20/11/24 ; cet écart étant noté comme « réalisé » dans le plan d'action de l'exploitant.

En vue de lever cet écart, l'inspection a pu visualiser au droit des chargeurs du local de charge les éléments suivants mis en place par l'exploitant afin d'assurer une distance de 1 m entre les chargeurs et les batteries des chariots :

- le coffrage des chargeurs,
- la butée au sol pour les chariots afin de garantir 1 m,
- les prises déportées.

Type de suites proposées : Sans suite